



27 Boulevard Saint-Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

07/07/2023

A l'offensive antisociale et autoritaire de grande ampleur du pouvoir, un mot d'ordre: la lutte sans compromis.

A la veille des vacances scolaires, le gouvernement multiplie les annonces contre l'école publique, ses personnels et la jeunesse. Dans son déplacement à Marseille, Macron décrète : « *On va faire collège de 8 heures à 18 heures minimum* » ... annonce la réduction des vacances scolaires... le recours massif à la contractualisation...

Le ministre Pap Ndiaye confirmait tout cela dans le journal *le Monde* : « *Ce qui se dessine dans l'éducation nationale aujourd'hui, c'est un corps de fonctionnaires auquel s'ajoute un volant d'agents contractuels...* ». Cette précarisation et cette flexibilisation des personnels de l'Education Nationale marquent une étape supplémentaire dans la destruction de l'école publique et son orientation au service des besoins patronaux dès 12 ans. Macron dit : « *les enfants sont mal orientés* » et ils devront bénéficier d'« *une demi-journée* » appelée « *avenir professionnel* »... « *une fois tous les quinze jours, dès la 5^{ème}* ». « *On va faire entrer les métiers à l'école pour orienter mieux (...) On sait où il y a des besoins, où il y a de l'embauche ! Que les mêmes, dès la 5^e, puissent se dire : il y a des besoins là* » dit-il. En clair : de la chair à patron, des mesures qui vont de pair avec la réforme du lycée professionnel offrant une main d'œuvre quasi gratuite aux entreprises, augmentant la durée des stages au détriment des enseignements, adaptant et supprimant les filières en fonction des besoins des entreprises locales. La colère qui s'exprime aujourd'hui dans la jeunesse des quartiers populaires est indissociable de la casse continue de l'école et de sa soumission aux intérêts patronaux. Dans ce contexte, la lutte contre la casse du service public ne peut être séparée du combat actuel contre le pouvoir qui empile jour après jour ses réformes antisociales.

Le gouvernement, de concert avec la droite tentent de dépolitiser la violence sociale et policière afin de faire peser la responsabilité de la situation sur les familles qui ne s'occuperaient pas assez de leurs enfants. Cette « *responsabilité familiale* » passe en boucle dans les médias face à la révolte. Il faut s'opposer à la politique du gouvernement, ouvrir une perspective à la jeunesse, au peuple en nous organisant, en nous battant. Cette perspective est indissociable de la contestation de tout l'ordre social et du capitalisme. La violence est au cœur de cette société d'injustice. Il faut enlever au capital les manettes de la société et les donner à ceux qui sont à la base de la production et de la création de la richesse du pays: les travailleurs. Un tiers du budget de l'État soit 250 milliards par an va aux « *aides aux entreprises* ». Ces sommes colossales s'ajoutent à la manne publique distribuée à tour de bras, baisse de cotisations, 7 milliards d'euros sur la période pour « *la décarbonation de l'économie* »... tout est bon pour gaver les profits des multinationales. Le gouvernement veut faire payer le peuple, le budget 2024 est en préparation pour un nouveau choc austéritaire, les économies se traduiront par la réduction des dépenses de santé entre autre. Tout va aller très vite, le projet de budget pour 2024 sera présenté en septembre et nécessitera selon le gouvernement 12 milliards d'euros d'économie pour cette seule année. Le ministère de l'Économie et des Finances veut prendre sur les dépenses de santé. Déjà 30% des Français ne se soignent pas (1 sur 3) pour des raisons financières. Une réduction drastique de nos conditions de vie et de travail est en cours, s'ajoute le travail obligatoire des bénéficiaires du RSA, France travail et la chasse aux chômeurs, la fin du bouclier énergétique, la réforme des retraites, l'assurance-chômage...

Les grèves reconductibles engagées pour des augmentations de salaire et la montée de la revendication autour du rétablissement de l'échelle mobile des salaires, indexée sur l'inflation, nous montrent le chemin revendicatif à suivre. Lundi 3 juillet, plusieurs syndicats de la psychiatrie ont appelé à une grève nationale afin de dénoncer une politique conduisant à un effondrement du système de santé. Partout, le manque de médecins, paramédicaux, soignants est tel que des services entiers sont contraints de fermer, accentuant la difficulté croissante de l'accès

aux soins pour tous. L'apparition de « *zones blanches* » ou « *déserts médicaux* » n'épargne aucun secteur de santé, aucun territoire.

La lutte se développe en Europe, le *Portugal*, connaît des grèves, comme en France : éboueurs, hôpitaux, fonctionnaires... Grande Bretagne: grèves des cheminots prévues en juillet ainsi que dans la santé... En Espagne nouvelles grèves pour le 1^{er} et 8 juillet dans le commerce. En Italie : grève dans les transports publics, trafic ferroviaire et aérien, dans ce secteur grève aussi en Espagne, France, Allemagne, Suède... En Allemagne les travailleurs des entrepôts d'Amazon à Leipzig ont entamé une grève exigeant une convention collective de travail et une augmentation de salaire. Cette nouvelle lutte s'ajoute à la liste des récentes grèves des travailleurs d'Amazon dans d'autres entrepôts comme aux États-Unis. Dans le monde entier l'énorme vague de luttes contre les bas salaires inacceptables et les conditions de travail misérables prévalent dans les entreprises multinationales qui réalisent d'innombrables profits sur la sueur des travailleurs.

Il faut, sans faire de compromis, par la lutte, frapper le système capitaliste et ses profits pour un avenir meilleur. Lutter contre lui, jusqu'à le balayer et construire une nouvelle société sans exploitation de l'Homme par l'Homme.

Cela ne se fera pas seul, il faut des luttes sociales et politiques, un parti révolutionnaire et un syndicalisme de classe pour les organiser. Dès sa création notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES s'est attelé à ce travail. Son renforcement par votre adhésion est le plus sûr moyen d'avancer.